Déclaration liminaire des représentants des personnels
SNUipp-FSU
CTSD du mardi 4 septembre 2018

Le gouvernement utilise une nouvelle fois l'argument des déficits pour justifier une nouvelle attaque contre les retraité-e-s, les fonctionnaires, la grande majorité des moyens et petits revenus.

- Hausse de 0,3% des pensions et de l'APL malgré une inflation de 2.3%, ce sont 2 points de baisse de pouvoir d'achat qui viennent s'additionner à la hausse non compensée de la CSG de janvier dernier,
- hausse de 0,1% des allocations familiales...
- gel du point d'indice pour les fonctionnaires, celui-ci n'aura connu que 0.6% de progression depuis 2010 alors que l'inflation a été de près de 10%!
- suppression de 4500 postes de fonctionnaire d'Etat dès cette année, 10 000 l'an prochain pour atteindre 50 000 sur le quinquennat...

Mais ce déficit c'est ce même gouvernement qui l'a organisé en diminuant de 10,5 milliards les recettes de l'Etat en:

- supprimant l'ISF des plus fortunés du pays,
- instaurant une flat-tax sur les revenus du capital,
- baissant l'impôt sur les sociétés.

Sans compter un CICE versé deux fois aux entreprises puisqu'ils vont bénéficier d'un crédit d'impôt en 2019 mais aussi sous forme de baisse des cotisations patronales. Au final c'est un cadeau de 20 milliards d'euros qui permettra sans doute d'augmenter le revenu des actionnaires mais dont les effets sur l'emploi n'ont toujours pas été prouvés.

La politique de ce gouvernement est très claire, toujours plus pour les nantis, les biens nés, les amis du pouvoir. Dans le même temps, toujours plus de restrictions pour la majorité des citoyens, ceux qui n'ont que leur travail, ceux qui en sont privés ou encore, par ricochet, les retraités. C'est la parfaite illustration des propos honteux et méprisants du président Macron pour qui les minimas sociaux représentent: "un pognon de dingue".

Côté fonction publique, les premières informations concernant CAP22 ont été données. Elles confirment la volonté de procéder à une suppression massive de postes de fonctionnaires, à une augmentation de la précarisation, mais aussi à la réduction massive du dialogue social et du dialogue tout court! La diminution drastique des compétences des CAP en est une illustration. Isoler les personnels, les diviser, réduire les capacités d'intervention de leurs délégués et des organisations syndicales ont toujours été les armes déployées par les gouvernements en recherche de pouvoir.

Côté éducation, début juillet, le ministre a fait passer en force ses circulaires modifiant les programmes de 2016 et applicables dès cette rentrée. Pourtant, et c'est historique, les organisations syndicales, étudiantes et la FCPE ont quitté la séance du Conseil Supérieur de l'Éducation pour protester contre le fond des textes présentés et la méthode du ministre. De plus en plus, ce dernier démontre son incapacité à débattre et respecter ses interlocuteurs. Il déploie une attitude de mépris envers les enseignants et ceux qui ont en charge, au plus près du terrain, la formation de la jeunesse.
En habile propagandiste, il met au fronton du ministère le slogan de "l'école de la confiance" quand ses actes ne sont que défiance, suspicion et mise au pilori.
Pour nouvelles preuves les annonces de ce mois d'août! Formation initiale remaniée non dans le sens d'une meilleure formation mais dans celui d'une mise sur le terrain accélérée via les remplacements, pseudo développement de la formation continue mais hors temps de travail... une prime REP+ qui se

transforme en une prime au résultat, le retour du développement des postes à profil. Au final, un ramassi de vieilles recettes éculées jusqu'à la corde!

Enfin, dernier chapitre de cette feuille de route, l'entrée dans une culture de l'évaluation où les enseignants ne seraient que de simples exécutants. Ils feraient passer des épreuves aux élèves, saisiraient les résultats sur une base nationale et leur mission s'arrêterait là. Les enseignants seraient tellement dépossédés de celles-ci, que le ministère a prévu de communiquer directement avec les parents! Blanquer voudrait déposséder les enseignants de leur métier qu'il ne s'y prendrait pas autrement.

Autre annonce de l'été, le rapport sur la direction d'école. Création d'un statut, directeur d'école qui deviendrait l'adjoint du principal de collège de secteur, disparition des écoles maternelle par fusion avec l'élémentaire, … sur bien des points, ce rapport est confus.
Ainsi, il annonce la création d'un statut afin de donner une décharge complète dès 10 classes. Ces sujets (statut et décharge) n'ont rien à voir !

De plus le rapport est plus qu'évasif sur le sort des structures plus petites. On sent poindre l'argument de la nécessité de massifier les structures. Dans notre département, un tel projet reviendrait à faire disparaître le service public et à éloigner les lieux d'enseignement des lieux de vie des élèves. Par ailleurs, si la proposition d'un statut répond à la pensée jupitérienne d'une verticalité, le SNUipp-FSU continuera à alerter sur le danger de la mise en place d'un échelon hiérarchique au sein des écoles qui aboutirait, pour les directeurs, à devenir les exécutants de l'échelon supérieur et à la négation même de la notion d'équipe.
Sur tous ses points, le SNUipp-FSU mènera le débat et la réflexion avec la profession et élaborera avec elle les ripostes nécessaires.